

Comprendre l'islamopopulisme

Opinions préoccupantes

Titre original : Understanding Islamopopulism. Views of Concern

Dr Rakib Ehsan, Andrew Gilligan, Dr Paul Stott

Policy Exchange, Londres, 2026, 32 p. - ISBN 978-1-918832-00-6

Understanding
Islamopopulism



Views of Concern

Dr Rakib Ehsan, Andrew Gilligan, Dr Paul Stott



POINTS-CLÉS

- ▶ Premier rapport d'une série annoncée par Policy Exchange consacrée à un objet politique nouvellement nommé : l'« islamopopulisme ». Il documente, par sondage, le décrochage de l'électorat musulman concentré géographiquement et l'écart de ses positions avec celles de la population générale britannique.
- ▶ Effondrement du vote travailliste musulman dans les zones étudiées : 41 % en juillet 2024, 33 % en avril 2026. Les Verts (27 %) et les indépendants pro-Gaza (14 %) en sont les principaux bénéficiaires. Vote tactique anti-Labour très large : 60 % envisagent de voter pour un indépendant pro-Gaza.
- ▶ Écarts considérables avec la population générale sur les libertés fondamentales : 52 % favorables à la pénalisation des images de Mahomet (17 % en population générale) ; 24 % considèrent la violence comme une réponse légitime à un brûlage de Coran (10 % en population générale).
- ▶ Antisémitisme structurel et favorabilité préoccupante envers des organisations terroristes proscrites : 42 à 45 % considèrent que les juifs ont trop de pouvoir sur les banques, le Parlement, les médias ; 25 % ont une opinion favorable du Hamas, 23 % du IRGC iranien, 16 % de Daech, 15 % d'Al-Qaïda.

Résumé rédigé par Florence Bergeaud-Blackler (CNRS/CERIF).

1. Présentation du document et des auteurs

- ▶ **Publication.** Policy Exchange, Westminster, 2026 (ISBN 978-1-918832-00-6).
- ▶ **Position.** Premier d'une série programmée sur l'« islamopopulisme ».
- ▶ **Définition donnée par les auteurs.** Mouvement populiste au sein des quatre millions de musulmans britanniques, caractérisé par un report du vote vers des candidats « disposés à émettre un appel communautaire » (indépendants pro-Gaza, Parti vert, Your Party). Véhicules organisationnels propres : The Muslim Vote (TMV) et Vote Palestine, visant à « punir » Labour et les Conservateurs.
- ▶ **Auteurs.** Rakib Ehsan (Senior Fellow, chercheur d'origine musulmane bangladaise, immigration et intégration) ; Andrew Gilligan (Senior Fellow, ancien conseiller du Premier ministre 2019-2022, co-auteur d'A False Compromise - résumé CERIF 2026/05) ; Paul Stott (Security and Extremism, Policy Exchange).

2. Méthodologie de l'enquête

- **Opérateur.** JL Partners (membre du British Polling Council), pour Policy Exchange. Deux sondages en ligne simultanés, avril 2026.
- **Échantillon musulman.** 1 006 adultes, 16-27 avril 2026. Recrutement non national, exclusivement dans des zones de forte concentration musulmane : Grand Londres, West Midlands, Grand Manchester, West Yorkshire, plus certaines collectivités du Lancashire, du South Yorkshire et de Merseyside.
- **Échantillon général.** 1 025 adultes britanniques, 16-21 avril 2026, nationalement représentatif.
- **Marges d'erreur et pondérations.** 3,1 % pour les deux. Quotas sur genre, âge, région, ethnicité, éducation, vote 2024, attention politique.
- **Fonction du dispositif.** Comparaison systématique : chaque chiffre se lit comme un écart, non comme une caractérisation absolue.

3. Thèse centrale

Le rapport vise à établir, par un dispositif sondagier comparatif, qu'il existe en Grande-Bretagne un mouvement politique distinct, qualifié d'islamopopuliste, structuré par un appel communautaire religieux, doté de véhicules organisationnels propres (The Muslim Vote, Vote Palestine), capable de mobilisation tactique de grande ampleur, et porteur sur certains sujets fondamentaux de positions très éloignées de celles de la population générale britannique. La thèse implicite mais déterminante du dispositif est qu'une comparaison rigoureuse avec un échantillon de population générale, enquêté dans les mêmes conditions, désamorce l'objection selon laquelle la mise en évidence de ces différences relèverait elle-même d'une posture islamophobe.

4. Les démonstrations du rapport

Les huit démonstrations du rapport

Quatre groupes thématiques, lus toujours comme écarts musulmans des zones étudiées / population générale

1. COMPORTEMENT ÉLECTORAL	2. IDENTITÉ ET AGENDA	3. VALEURS PUBLIQUES	4. HOSTILITÉS
a) Effondrement Labour Vote travailliste musulman : 41 % (juil. 2024) – 33 % (avr. 2026) Verts : 18 % – 27 % Indépendants pro-Gaza : 14 % 29 % chez les 18-24 ans	d) Primauté du religieux Identité religieuse en rang 1 : 63 % vs 12 % 75 % chez fidèles assidus Identité britannique en rang 1 : 12 % vs 43 % - mais 74 % la disent importante (hiérarchisation, non rejet)	f) Liberté d'expression Pénaliser images de Mahomet : 52 % vs 17 % Pénaliser brûlage livres saints : 63 % vs 37 % Violence légitime en cas d'offense au sacré : 24 % vs 10 % - jamais légitime : 48 % vs 63 %	h.1) Antisémitisme Cote nette favorabilité juifs : +5 vs +25 « Trop de pouvoir sur... » - banques : 42 % vs 18 % - Parlement : 39 % vs 17 % - médias : 45 % vs 19 % - armement : 43 % vs 17 % 50 % chez diplômés du sup. (médias)
b) Vote tactique anti-Labour Prêts à voter pour un indépendant pro-Gaza : 60 % contre Labour 57 % contre Cons., 55 % contre Reform	e) Gaza-centrisme Israël-Gaza enjeu top 3 du vote : 25 % vs 5 % 43 % chez les 18-24 ans Hausse impôt Ip/£ pour Gaza : 59 % vs 20 % Bannir tech israélienne du NHS : 48 % vs 18 % Islamophobie enjeu top 3 : 22 % vs 2 %	g) Normes de l'espace public Cadre théologique invoqué : ikhtilat, fitnah, zina, najis Encourager séparation des sexes : 32 % vs 17 % Bannir chiens des espaces publics : 27 % vs 19 % - forte opposition (gen.) : 55 %	h.2) Orgs terroristes proscrites Opinion favorable : Hamas 25 % - IRGC 23 % Daech 16 % - Al-Qaida 15 % Talibans 14 % - Hezbollah 17 % IRGC : cote nette positive (+4) - qualifié de « préoccupant » par les auteurs eux-mêmes

Lecture : tous les chiffres opposent musulmans des zones étudiées (premier nombre) à population générale britannique (second nombre).
Source : Policy Exchange / JL Partners, sondages avril 2026, n = 1 006 / 1 025.

Le rapport articule huit démonstrations principales, regroupées en quatre familles thématiques (voir schéma ci-dessus). Pour chacune, on indique d'abord ce que les auteurs cherchent à établir, puis les données mobilisées, et enfin l'analyse qu'en propose le texte.

a) L'effondrement du soutien travailliste musulman s'aggrave depuis 2024

Ce qui est démontré. La rupture entre une fraction significative de l'électorat musulman concentré et le parti travailliste, déjà engagée aux législatives de juillet 2024, se prolonge et s'intensifie au printemps 2026.

Les données. Parmi les répondants musulmans des zones étudiées ayant voté en juillet 2024, 41 % avaient voté Labour - chiffre déjà en chute spectaculaire par rapport, soulignent les auteurs, aux niveaux « exceptionnellement élevés » de l'ère Corbyn. En avril 2026, l'intention de vote Labour n'est plus que de 33 %, soit huit points de moins en moins de deux ans. Sur la même période, le Parti vert (sous la direction de Zack Polanski) passe de 18 % à 27 %. Les candidats indépendants pro-Gaza se maintiennent à 14 %. Les Conservateurs progressent légèrement (de 6 % à 9 %), Reform UK passe de 3 % à 5 %.

Analyse. Les Verts apparaissent comme les principaux bénéficiaires nationaux de l'érosion travailliste dans cet électorat. Le rapport souligne par ailleurs un décalage générationnel : chez les musulmans des zones étudiées âgés de 18 à 24 ans, les indépendants pro-Gaza atteignent près de trois électeurs sur dix et constituent le premier choix de cette tranche d'âge. Les jeunes musulmans, et plus spécialement les diplômés universitaires, sont les moins susceptibles de voter Labour.

b) Le rejet de Labour se traduit par une disposition très large au vote tactique

Ce qui est démontré. Au-delà des intentions de vote brutes, c'est l'ampleur de la disposition à voter tactiquement contre Labour qui révèle la profondeur du rejet.

Les données. 60 % des musulmans interrogés envisageraient de voter pour un candidat indépendant dont la position principale serait de « soutenir Gaza et s'opposer à Israël », à seule fin d'empêcher un candidat travailliste de l'emporter localement. Pour faire perdre les Conservateurs, le chiffre tombe à 57 %. Pour faire perdre Reform UK, à 55 %. Pour le Parti vert : 49 % envisageraient un vote tactique contre Labour, 48 % contre les Conservateurs, 48 % contre Reform UK.

Analyse. La quasi-équivalence des chiffres pour Labour, Conservateurs et Reform UK conduit les auteurs à une conclusion frappante : Labour est désormais aussi impopulaire, voire davantage, que les partis traditionnellement perçus comme hostiles aux musulmans. Le vote tactique anti-Labour rivalise en intensité avec le vote tactique anti-Reform.

c) Des indices de fraude électorale potentielle disproportionnellement présents

Ce qui est démontré. Trois pratiques associées à la fraude électorale ou à des entorses à l'autonomie du vote sont disproportionnellement déclarées par les répondants musulmans des zones étudiées.

Les données. 9 % des musulmans interrogés déclarent avoir remis leur bulletin de vote vierge à un tiers, contre 4 % en population générale (soit le double). 14 % déclarent avoir vu leur vote postal collecté par un candidat, militant ou activiste politique, contre 8 % en population générale - pratique pourtant rendue illégale par l'Elections Act de 2022. 16 % déclarent avoir reçu un tract électoral rédigé dans une langue autre que l'anglais, contre 10 % en population générale.

Analyse. Les auteurs formulent une observation politiquement chargée : « les inquiétudes antérieures sur cette question ont été écartées comme une forme de racisme ou d'islamophobie ». Or les données ici présentées suggèrent que la fraude électorale potentielle est « disproportionnellement un problème dans les communautés musulmanes relativement ségréguées ». L'enchaînement chronologique compte : le mécanisme de neutralisation politique, par accusation d'islamophobie, a précédé la production des données qui le contredisent.

d) La primauté de l'identité religieuse sur l'identité nationale britannique

Ce qui est démontré. L'identité religieuse occupe une place hiérarchique première dans la structure identitaire des musulmans des zones étudiées, au-dessus de l'identité nationale britannique.

Les données. Lorsque les sondés sont invités à classer par ordre d'importance leurs identités religieuse, ethnique, nationale britannique et locale, 63 % des musulmans des zones étudiées placent l'identité religieuse en premier (75 % chez ceux qui fréquentent la mosquée plus d'une fois par semaine hors occasions spéciales). En population générale, seuls 12 % font de même, contre 43 % qui placent l'identité nationale britannique en tête. Inversement, seuls 12 % des musulmans des

zones étudiées placent l'identité britannique en premier. Mais 74 % d'entre eux disent que l'identité britannique est néanmoins « importante » pour eux personnellement (38 % « très importante », 37 % « assez importante »).

Analyse. Le rapport prend soin d'éviter une lecture caricaturale : il ne s'agit pas d'un rejet frontal de l'identité britannique, mais d'une hiérarchisation dans laquelle le religieux occupe la position première. Le rapport caractérise la population générale comme rapidement sécularisée, et c'est cet écart de structure - une majorité musulmane qui hiérarchise le religieux face à une majorité générale qui le marginalise - qui constitue le constat principal.

e) Le « gaza-centrisme » des préoccupations électorales

Ce qui est démontré. L'enjeu Israël-Gaza occupe une place hors-norme dans les priorités de vote des musulmans des zones étudiées, qualitativement différente de celle qu'il occupe dans la population générale.

Les données. Interrogés sur les trois enjeux les plus déterminants pour leur vote aux élections locales d'avril 2026 - vingt thèmes étaient proposés - 25 % des musulmans des zones étudiées sélectionnent Israël-Gaza, deuxième enjeu derrière le coût de la vie, devant l'économie (21 %), le logement (20 %), la santé (19 %), la criminalité (13 %) et l'éducation (12 %). Le chiffre monte à 43 % chez les 18-24 ans. Dans la population générale, seuls 5 % placent Israël-Gaza dans leurs trois priorités. L'islamophobie et l'hostilité anti-musulmane (sujet du précédent rapport A False Compromise) sont citées par 22 % des musulmans des zones étudiées (24 % chez les 18-24 ans), contre 2 % en population générale. Sur les politiques concrètes : 59 % des musulmans des zones étudiées soutiennent une augmentation d'un penny par livre de l'impôt sur le revenu pour financer un fonds gouvernemental dédié à la reconstruction de Gaza (20 % en population générale) ; 48 % soutiennent l'interdiction de toute technologie israélienne au sein du National Health Service (18 % en population générale).

Analyse. L'écart n'est pas seulement quantitatif (un sur quatre versus un sur vingt). Il est qualitatif : Israël-Gaza est, pour cette population, un déterminant majeur du vote local - alors qu'il s'agit d'un enjeu de politique étrangère. L'agenda politique se distingue donc du reste du pays par sa structure même, pas seulement par son intensité.

f) Une fracture sur les principes mêmes de la liberté d'expression

Ce qui est démontré. Sur les questions de blasphème et de violence religieusement motivée, les auteurs établissent que « beaucoup de la population générale est fondamentalement en désaccord avec la majorité des musulmans britanniques vivant dans les zones étudiées ». Le rapport pose explicitement la question : « les valeurs libérales démocratiques [du Royaume-Uni], particulièrement ses traditions de liberté d'expression, survivront-elles face à la pensée islamique assertive au sein d'une population musulmane en croissance constante ? »

Les données. 52 % des musulmans des zones étudiées soutiennent la pénalisation de la production ou de l'affichage public d'images représentant le Prophète Mahomet, contre 17 % en population générale ; 36 % « soutiennent fortement » cette pénalisation contre 8 % en population générale. 63 % soutiennent la pénalisation du fait de brûler des livres saints (Bible et Coran inclus) dans l'espace public, contre 37 % en population générale ; 50 % « soutiennent fortement » cette pénalisation contre 19 %. 24 % considèrent que la violence peut être une réponse légitime à quelqu'un qui brûle un Coran ou produit une image de Mahomet, contre 10 % en population générale ; seuls 48 % des musulmans estiment que la violence ne peut jamais être une réponse légitime, contre 63 % en population générale.

Analyse. Le chiffre de 24 % constitue l'indicateur quantitatif central de cette section. Il ne mesure pas une intention de passage à l'acte, mais une légitimation théorique de la violence en cas d'offense au sacré. L'écart sur ce point - un musulman sur quatre des zones étudiées contre un sur dix en population générale - est, dans l'économie du rapport, ce qui justifie le sous-titre Views of Concern.

g) Une demande effective de reconfiguration des normes de l'espace public

Ce qui est démontré. Les écarts mesurés sur la séparation des sexes et sur la place des chiens dans l'espace public révèlent une demande sociale d'adaptation des normes communes à des prescriptions religieuses spécifiques.

Les données. Le rapport explicite d'abord le cadre théologique : ikhtilat (mélange non encadré d'hommes et de femmes non apparentés, jugé prohibé pour préserver la pudeur), fitnah (tentation), zina (péché sexuel), najis (impureté rituelle, appliquée notamment à la salive et au pelage humide des chiens). Sur cette base : 32 % des musulmans des zones étudiées soutiennent un encouragement plus marqué de la séparation des sexes dans l'espace public, contre 17 % en population générale ; 14 % seulement s'y opposent fortement, contre 50 % en population générale. Sur les chiens : 27 % des musulmans des zones étudiées soutiennent leur interdiction dans la majorité des espaces publics extérieurs, contre 19 % en population générale ; à l'inverse, 32 % s'y opposent, contre 55 % en population générale (dont 34 % « fortement »).

Analyse. Les auteurs insistent : ces résultats ne portent pas sur des préférences personnelles privées, mais sur des positions relatives à l'aménagement de l'espace public commun. Les questions posées concernaient explicitement l'« encouragement » de la séparation des sexes et l'« interdiction » des chiens dans l'espace public extérieur.

h) Antisémitisme structurel et favorabilité envers des organisations terroristes proscrites

Ce qui est démontré. Deux constats convergents : un antisémitisme mesurable et structuré, plus prononcé chez les diplômés du supérieur ; et des niveaux préoccupants de favorabilité envers des organisations proscrites par le Home Office britannique.

Les données - sur l'antisémitisme. La cote nette de favorabilité des juifs s'établit à +5 chez les musulmans des zones étudiées (26 % favorables, 21 % défavorables), contre +25 en population générale (36 % favorables, 11 % défavorables). C'est l'écart le plus large parmi tous les groupes confessionnels mesurés. Sur la perception du « pouvoir excessif » des juifs (musulmans / population générale) : système bancaire 42 % / 18 % ; Parlement britannique 39 % / 17 % ; médias 45 % / 19 % ; industrie pharmaceutique 31 % / 13 % ; industrie du divertissement et de la musique 34 % / 12 % ; industrie de l'armement 43 % / 17 % ; système judiciaire 36 % / 15 %. Donnée isolée par les auteurs : 50 % des musulmans diplômés du supérieur considèrent que les juifs ont trop de pouvoir sur les médias.

Les données - sur les organisations terroristes. Hamas : 25 % d'opinion favorable contre 28 % défavorable. Corps des Gardiens de la Révolution islamique iranien (IRGC) : 23 % / 20 %, soit cote nette positive de +4. Hezbollah : 17 % / 29 %. Houthis : 20 % / 22 %. État islamique (Daech) : 16 % / 45 %. Al-Qaïda : 15 % / 43 %. Al-Shabaab : 15 % / 26 %. Talibans afghans : 14 % / 42 %.

Analyse. Les auteurs qualifient ces niveaux de préoccupants. Deux points sont à souligner. Premièrement, le contraste entre le niveau d'antisémitisme et la favorabilité comparativement positive envers les athées (cote nette +19) : autrement dit, l'antisémitisme ne dérive pas d'un rejet général de l'altérité religieuse mais cible spécifiquement les juifs. Deuxièmement, la favorabilité minoritaire mais notable envers le Hamas (25 %), le IRGC (23 %), Daech (16 %), Al-Qaïda (15 %) ou les Talibans afghans (14 %), toutes proscrites par le Home Office britannique.

5. Trois opérations méthodologiques transposables

Au-delà du contenu, le rapport offre trois leçons méthodologiques que nos propres travaux peuvent retenir.

Premièrement, le ciblage géographique des zones électoralement saillantes plutôt qu'un échantillon national représentatif. Cette approche, explicitement assumée comme non représentative, permet de

cibler la population dans laquelle l'islamopopulisme cherche à mobiliser, et évite la dilution des écarts dans la moyenne nationale. Pour le cas français, une enquête comparable sur des circonscriptions ciblées - que nos travaux qualitatifs ont déjà identifiées - livrerait probablement des données analogues.

Deuxièmement, la comparaison systématique avec un échantillon de population générale enquêté simultanément par le même institut, avec les mêmes méthodes et la même formulation des questions. Cette double enquête transforme chaque chiffre brut en écart mesuré, ce qui désamorce l'accusation de stigmatisation : le rapport ne caractérise pas les opinions des musulmans dans l'absolu, mais leur distance ou proximité avec l'opinion britannique générale.

Troisièmement, la désagrégation par âge et par niveau d'éducation, qui révèle des résultats que les présupposés courants ne permettent pas d'anticiper : sur plusieurs indicateurs (vote indépendant, antisémitisme, place du religieux), les jeunes musulmans des zones étudiées (18-24 ans) et les diplômés universitaires se montrent plus radicalisés que leurs aînés et que les non-diplômés, et non l'inverse.

6. Apports possibles pour nos travaux

Pour le corpus CERIF et le colloque du 10 juin, ce rapport offre plusieurs intérêts directs.

Il s'agit du premier document quantitatif établissant l'existence d'un islamopopulisme britannique distinct des populismes classiques, doté de véhicules organisationnels identifiés (The Muslim Vote, Vote Palestine), de géographies électorales identifiées et d'un répertoire politique structuré (vote tactique anti-Labour). Cette catégorisation, prudemment maniée, peut être utilement comparée aux phénomènes observables en France et en Belgique francophone, dans le cadre du chapitre comparatif que nous préparons.

Les chiffres sont directement utilisables en commission parlementaire pour étayer empiriquement des intuitions qualitatives jusqu'ici contestables - notamment sur la pénalisation du blasphème, sur la légitimation de la violence en cas d'offense au sacré, sur la séparation des sexes dans l'espace public et sur l'antisémitisme.

L'ouverture explicite des auteurs à une lecture sectaire des candidatures musulmanes - ils notent que le mot *sectarian* est appliqué à ces campagnes avec une réponse quasi-réflexe d'accusation de racisme ou d'islamophobie, et posent la question de savoir si cette accusation réflexe est elle-même fondée - rejoint nos analyses sur la fonction de neutralisation politique de l'accusation d'islamophobie. C'est un renfort utile pour des arguments que nous avons déjà développés.

Enfin, le constat empirique d'un effet diplôme/radicalité, mesuré ici de manière chiffrée, contredit un présupposé encore dominant en France selon lequel l'investissement éducatif suffirait à produire l'assimilation aux valeurs républicaines.

7. Conclusions des auteurs

- ▶ **Mouvement structuré.** « La Grande-Bretagne fait face à un mouvement populiste croissant parmi ses quatre millions de musulmans » - phénomène distinct des populismes de droite et de gauche, doté de véhicules organisationnels propres.
- ▶ **Hémorragie travailliste confirmée.** Labour perd massivement et durablement des soutiens électoraux musulmans, principalement au profit des Verts et des indépendants pro-Gaza. Reform UK reste marginal dans cet électorat (5 %).
- ▶ **Gaza-orientation.** Les musulmans des zones étudiées sont « Gaza-orientés » : l'enjeu Israël-Gaza structure leur priorité de vote au point de devancer santé, logement et criminalité.
- ▶ **Fracture sur les valeurs libérales.** « L'une des questions les plus pressantes de la Grande-Bretagne moderne est de savoir si ses valeurs libérales démocratiques - particulièrement ses

traditions de liberté d'expression - survivront face à la pensée islamique assertive au sein d'une population musulmane en croissance constante. »

- ▶ **Antisémitisme et organisations terroristes.** Niveaux élevés d'antisémitisme et niveaux qualifiés de « préoccupants » de favorabilité envers des organisations proscrites par le Home Office.
- ▶ **Fraude électorale.** Les inquiétudes antérieures, écartées comme « racisme » ou « islamophobie », apparaissent désormais étayées : la fraude potentielle est disproportionnellement un problème dans les communautés musulmanes relativement ségréguées.
- ▶ **Question sectaire ouverte.** Le qualificatif « sectaire » appliqué aux candidatures musulmanes suscite une réponse réflexe d'accusation de racisme ; les auteurs posent la question en termes ouverts : « L'est-ce vraiment ? »
- ▶ **Enjeu de cohésion nationale.** « Ces questions sont fondamentales pour la cohésion future du Royaume-Uni. » Le programme Policy Exchange annonce d'autres rapports, sondages et exercices de focus groups.